

MARCHES PUBLICS N°M 25/19

Accord-cadre de fournitures

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES POUR
LE CCAS ET LA COMMUNE DE CHATILLON (92320)**

REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS : LE 04/07/2025 A
11H00**

Table des matières

Article 1 : Membres du groupement de commandes.....	3
Article 2 : Type d'acheteurs publics.....	3
Article 3 : Objet de la consultation.....	3
Article 4 : Nature et forme du marché.....	3
Article 5 : Nomenclature communautaire pertinente.....	4
Article 6 : Mode de passation du marché.....	6
Article 7 : Subdivision du marché.....	6
7.1 Allotissement.....	6
7.2 Tranches.....	7
Article 8 : Variantes.....	7
8.1 Variantes libres à l'initiative du candidat.....	7
8.2 Variantes exigées.....	7
Article 9 : Langue du marché.....	7
Article 10 : Unité monétaire du marché.....	8
Article 11 : Forme juridique de l'attributaire du marché.....	8
Article 12 : Sous-traitance.....	8
Article 13 : Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	9
Article 14 : Retrait du dossier de consultation.....	9
Article 15 : Modification du dossier de consultation des entreprises.....	10
Article 16 : Candidature et offre.....	10
16.1 Pièces de la candidature.....	10
16.1.1 1 ^{ère} option.....	10
16.1.2 2 ^{ème} option.....	12
16.2 Pièces relatives à l'offre.....	12
Article 17 : Transmission des dossiers.....	14
17.1 Délai de transmission des dossiers.....	14
17.2 Modalités de transmission des dossiers.....	14
17.3 Copie de sauvegarde.....	15
17.4 Signature électronique.....	16
Article 18 : Modalités de communication avec les soumissionnaires.....	16
Article 19 : Jugement des candidatures.....	17
Article 20 : Jugement des offres.....	17
Article 21 : Négociations.....	24
Article 22 : Délai de validité des offres.....	24
Article 23 : Pièces à produire par l'attributaire du marché.....	24
Article 24 : Renseignements complémentaires.....	25
Article 25 : Visite sur site.....	25
Article 26 : Procédure de recours.....	25
26.1 Précisions concernant les délais d'introduction des recours.....	25
26.2 Instance chargée des procédures de recours.....	26

Article 1 : Membres du groupement de commandes

Le présent marché est passé par la Commune de Châtillon pour les lots 2 et 4 à 23.

Les lots n°1 et n°3 seront passés par un groupement de commandes constitué de deux acheteurs :

- La **commune de Châtillon** domiciliée 1 Place de la Libération - BP 88 - 92322 Châtillon Cedex (France) - Téléphone : 01 42 31 81 81 - Télécopie : 01 47 46 93 40 - N° SIRET : 21920020100016 ;
- Le **Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Châtillon** domicilié 79 rue Pierre Sépard – 92320 Châtillon cedex – Téléphone : 01 58 07 15 00 – N° SIRET : 26920031700015

La Commune de Châtillon est le coordonnateur du groupement de commandes.

Conformément à la convention de groupement de commandes passée entre la Commune de Châtillon et le CCAS de Châtillon, le coordonnateur est chargé notamment :

- d'organiser la procédure de passation du marché public nécessaire à la réalisation des prestations, objet du présent marché ;
- d'exécuter administrativement le marché au nom des membres du groupement (reconduction, application de pénalités, mise en demeure, établissement d'actes modificatifs, résiliation...)

Article 2 : Type d'acheteurs publics

Collectivité territoriale et établissement public administratif local

Article 3 : Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture de denrées alimentaires pour le CCAS et la commune de Châtillon (92320).

Article 4 : Nature et forme du marché

Accord-cadre mono-attributaire de fournitures courantes à bons de commande au sens du Code de la commande publique. Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

N° du lot	Désignation du lot	Engagement minimum annuel	Engagement maximum annuel HT
1	Epicerie / Conserves	SANS	395 000,00 €
2	Epicerie / Conserves bio	SANS	80 000,00 €
3	Biscuiterie	SANS	48 000,00 €
4	Boissons	SANS	25 000,00 €
5	Surgelés	SANS	1 045 000,00 €
6	Glaces	SANS	25 000,00 €
7	B.O.F	SANS	420 000,00 €
8	B.O.F Bio et labellisés hors yaourts	SANS	300 000,00 €

9	Yaourts Bio fabriqués à la ferme	SANS	300 000,00 €
10	Fruits et légumes frais et de 4 ^e gamme	SANS	315 000,00 €
11	Fruits et légumes frais bio	SANS	141 000,00 €
12	Fruits et légumes de 5 ^e gamme	SANS	58 000,00 €
13	Viande de boucherie	SANS	401 000,00 €
14	Viande de porc et de saucisserie	SANS	34 000,00 €
15	Viande de volaille	SANS	99 000,00 €
16	Charcuterie	SANS	25 000,00 €
17	Snacking	SANS	31 000,00 €
18	Laits infantiles Bio	SANS	25 000,00 €
19	Pain et viennoiseries	SANS	80 000,00 €
20	Pain et viennoiseries Bio	SANS	300 000,00 €
21	Pâtisserie fraîche industrielle	SANS	25 000,00 €
22 (sans publicité ni mise en concurrence)	Produits infantiles	SANS	9 950 €
23 (sans publicité ni mise en concurrence)	Fruits et légumes bio 2 ^e , 4 ^e et 5 ^e gamme – lot réservé selon les dispositions des articles L2113-12 et L2113-13 du Code de la Commande Publique	SANS	9 950 €

Les quantités estimées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ne sont pas contractuelles. Les quantités estimées figurant sur le DQE établies et précisées pour la période initiale seront identiques pour la période de reconduction de l'accord-cadre, sauf cas de force majeure dans le fonctionnement du restaurant scolaire (travaux ou fermeture administrative).

Article 5 : Nomenclature communautaire pertinente

N° du lot	Désignation du lot	Codes CPV spécifiques
1	Epicerie / Conserves	15830000-5 - Sucre et produits connexes 15840000-8 - Cacao; chocolat et sucreries 15850000-1 - Pâtes alimentaires 15860000-4 - Café, thé et produits connexes 15870000-7 - Condiments et assaisonnements 15400000-2 - Huiles et graisses animales ou végétales 15897200-4 - Aliments en conserve 15332290-3 – Confitures 15813000-0 - Aliments pour petit déjeuner
2	Epicerie / Conserves bio	15830000-5 - Sucre et produits connexes 15840000-8 - Cacao; chocolat et sucreries 15850000-1 - Pâtes alimentaires 15860000-4 - Café, thé et produits connexes

		15870000-7 - Condiments et assaisonnements 15400000-2 - Huiles et graisses animales ou végétales 15897200-4 - Aliments en conserve 15332290-3 - Confitures 15813000-0 - Aliments pour petit déjeuner
3	Biscuiterie	15821200-1 - Biscuits sucrés
4	Boissons	15910000-0 - Boissons alcoolisées distillées 15930000-6 - Vins 15940000-9 - Cidre et autres vins à base de fruits 15950000-2 - Boissons fermentées non distillées 15960000-5 - Bière de malt 15980000-1 - Boissons sans alcool 15321000-4 - Jus de fruits
5	Surgelés	15896000-5 - Produits surgelés
6	Glaces	15555000-3 - Crème glacée et produits similaires
7	B.O.F	15510000-6 - Lait et crème fraîche 15530000-2 - Beurre 15540000-5 - Fromages 15550000-8 - Produits laitiers divers 03142500-3 - Œufs
8	B.O.F Bio et labellisés hors yaourts	15510000-6 - Lait et crème fraîche 15530000-2 - Beurre 15540000-5 - Fromages 15550000-8 - Produits laitiers divers 03142500-3 - Œufs
9	Yaourts Bio fabriqués à la ferme	15550000-8 - Produits laitiers divers
10	Fruits et légumes frais et de 4 ^e gamme	03212000-0 - Pommes de terre et légumes secs 03221000-6 - Légumes 03222000-3 - Fruits et fruits à coque 15330000-0 - Fruits et légumes transformés
11	Fruits et légumes frais bio	03212000-0 - Pommes de terre et légumes secs 03221000-6 - Légumes 03222000-3 - Fruits et fruits à coque 15330000-0 - Fruits et légumes transformés
12	Fruits et légumes de 5 ^e gamme	03212000-0 - Pommes de terre et légumes secs 03221000-6 - Légumes 03222000-3 - Fruits et fruits à coque 15330000-0 - Fruits et légumes transformés
13	Viande de boucherie	15110000-2 - Viande 15111000-9 - Viande bovine
14	Viande de porc et de saucisserie	15110000-2 - Viande 15113000-3 - Viande de porc
15	Viande de volaille	15110000-2 - Viande 15112000-6 - Volaille
16	Charcuterie	15131100-6 - Produits à base de chair à saucisse

		15131200-7 - Viande séchée, salée, fumée ou assaisonnée
17	Snacking	15895000-8 - Aliments pour restauration rapide
18	Laits infantiles Bio	15880000-0 - Produits nutritionnels spéciaux 15884000-8 - Aliments pour nourrissons
19	Pain et viennoiseries	15811100-7 – Pain 15612500-6 - Produits de boulangerie
20	Pain et viennoiseries Bio	15811100-7 – Pain 15612500-6 - Produits de boulangerie
21	Pâtisserie fraîche industrielle	15812000-3 - Pâtisserie et gâteaux 15612500-6 - Produits de boulangerie
22	Produits infantiles	15880000-0 - Produits nutritionnels spéciaux 15884000-8 - Aliments pour nourrissons
23	Fruits et légumes bio 2 ^e , 4 ^e et 5 ^e gamme – lot réservé selon les dispositions des articles L2113-12 et L2113-13 du Code de la Commande Publique	03212000-0 - Pommes de terre et légumes secs 03221000-6 - Légumes 03222000-3 - Fruits et fruits à coque 15330000-0 - Fruits et légumes transformés 15897200-4 - Aliments en conserve 15870000-7 - Condiments et assaisonnements

Article 6 : Mode de passation du marché

Procédure formalisée : appel d'offres ouvert au sens des articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Les lots 22 et 23 du présent marché seront passés sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R 2122 – 8 du Code de la commande publique.

Article 7 : Subdivision du marché

7.1 Allotissement

N° du lot	Désignation du lot
1	Epicerie / Conserves
2	Epicerie / Conserves bio
3	Biscuiterie
4	Boissons
5	Surgelés
6	Glaces
7	B.O.F
8	B.O.F Bio et labellisés hors yaourts
9	Yaourts Bio fabriqués à la ferme
10	Fruits et légumes frais et de 4e gamme
11	Fruits et légumes frais bio
12	Fruits et légumes de 5e gamme
13	Viande de boucherie

14	Viande de porc et de saucisserie
15	Viande de volaille
16	Charcuterie
17	Snacking
18	Laits infantiles Bio
19	Pain et viennoiseries
20	Pain et viennoiseries Bio
21	Pâtisserie fraîche industrielle
22 (sans publicité ni mise en concurrence)	Produits infantiles
23 (sans publicité ni mise en concurrence)	Fruits et légumes bio 2e, 4e et 5e gamme – lot réservé selon les dispositions des articles L2113-12 et L2113-13 du Code de la Commande Publique

Le candidat pourra répondre à un, plusieurs, ou la totalité des lots, hors lots 22 et 23 qui seront passés sans publicité ni mise en concurrence. Des marchés par lot seront conclus à l'issue de la consultation, soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement momentané d'opérateurs économiques.

Les offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être obtenus ne sont pas autorisées.

En application des articles R. 2142-21 et R2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit au candidat de présenter, pour un lot du marché, plusieurs offres en agissant à la fois :

1. En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
2. En qualité de membre de plusieurs groupements.

7.2 Tranches

Sans objet

Article 8 : Variantes

8.1 Variantes libres à l'initiative du candidat

Les variantes libres à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

8.2 Variantes exigées

Sans objet

Article 9 : Langue du marché

Toutes les pièces et autres documents relatifs au marché (passation, exécution ou autres) devront être rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 10 : Unité monétaire du marché

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : Euro (€). Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

Article 11 : Forme juridique de l'attributaire du marché

Le marché pourra être attribué à un opérateur économique unique ou à un groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement retenu pourra être conjoint à condition que les prestations à exécuter soient détaillées et précisées dans le contrat qui lie ses membres et que le mandataire du groupement soit solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard des membres du groupement de commandes.

Article 12 : Sous-traitance

L'exécution des prestations de fourniture, objet du marché, ne pourra être sous-traitée. Cependant, l'exécution des prestations de services inhérentes à l'exécution du marché, pourra être sous-traitée après que le titulaire a déclaré la sous-traitance au coordonnateur du groupement de commandes, à la Commune de Châtillon, et obtenu de ce dernier l'acceptation de son sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le sous-traitant bénéficiant d'un contrat de sous-traitance d'un montant égal ou supérieur à 600 € TTC sera payé directement.

Si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire devra fournir au coordonnateur du groupement de commandes, à la Commune de Châtillon, une déclaration mentionnant :

1. la nature des prestations sous-traitées ;
2. le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
3. le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
4. les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
5. le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie pour réaliser les prestations objet du marché.

A cet effet, le soumissionnaire est invité à utiliser le formulaire DC4 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Pour établir la capacité de son sous-traitant, le soumissionnaire devra, en sus, remettre au coordonnateur du groupement de commandes, à la Commune de Châtillon, les pièces listées dans l'article 16.1 ci-dessous.

Le formulaire DC4, ou document au contenu identique établi sur papier libre, devra être annexé à l'acte d'engagement remis par le soumissionnaire. La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Dès notification de l'acte spécial de sous-traitance, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché, sans délais et aux frais et risques du titulaire du marché. Il en sera de même si le titulaire fournit, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa déclaration de sous-traitance.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la déclaration de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces demandées pour les sous-traitants énumérées ci-dessus, une déclaration du sous-traitant, précisant son identité et son adresse, ainsi rédigée : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché passé par la commune et le CCAS de Châtillon, ayant pour objet la « fourniture de denrées alimentaire pour le CCAS et la commune de Châtillon (92320) ». Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées au titulaire. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrais adresser aux membres du groupement de commandes, ou à la Commune de Châtillon, seront rédigées en français ».

Article 13 : Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises comprendra les documents suivants :

- le présent Règlement de Consultation (RC) et son annexe n°1 : Exemple de Récépissé
- un Cadre de Réponse Technique (CRT) par lot ;
- un Bordereau des Prix Unitaires /Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE) par lot ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes : n°1 : Jours et délais de livraison ; n°2 : Adresses des sites à livrer ; n°3 : Récapitulatif fournisseur France AGRIMER ; n°4 : Tableau de révision des prix ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe n°1 : Exemple de Fiche Technique ;
- un DC1 pré-rempli ;
- un DC2 pré-rempli ;

Note : l'acte d'engagement (format ATTRI1) sera transmis après l'analyse des offres aux candidats pressentis uniquement.

Le contenu de ces documents ne devra en aucun cas être modifié par les soumissionnaires. Tout document modifié ne pourra être pris en compte dans la procédure de mise en concurrence.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) (Arrêté du 30 mars 2021 – JORF n°0078 du 1er avril 2021) n'est pas joint au DCE, le titulaire étant supposé en avoir pris connaissance.

Article 14 : Retrait du dossier de consultation

Les candidats pourront retirer le DCE sur la plateforme MAXIMILIEN à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr/?page=Frame.ConsultationsOrganisme&org=z7x>

Les candidats devront, préalablement à l'utilisation de la plateforme, prendre connaissance de ses conditions d'utilisation, des prérequis techniques et documents de la rubrique «Aide» disponibles sur la page «Entreprise» de celle-ci.

Toute utilisation de la plateforme Maximilien induira une acceptation de ses conditions d'utilisation.

Les candidats pourront télécharger le DCE en mode anonyme ou identifié.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire. Toutefois, il est fortement conseillé de s'identifier afin d'être informé de façon certaine des éventuelles modifications ou compléments apportés au DCE. Si le candidat ne s'identifie pas, il lui appartiendra de s'informer par lui-même de ces modifications ou compléments.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'acheteur, les candidats devront disposer de logiciels permettant de lire les formats suivants :

- ZIP
- PDF
- DOC (WORD)
- XLS (EXCEL)

Article 15 : Modification du dossier de consultation des entreprises

Des questions et demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées à l'acheteur, via la plateforme Maximilien, au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Ce délai est décompté à partir du jour de la réception de la question sur la plateforme Maximilien et le dernier jour fixé à l'article 17.1 ci-dessous pour la remise des dossiers n'est pas pris en compte.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises. Le cas échéant, le candidat devra répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. Le délai est décompté à partir du jour de la modification des documents de la consultation sur la plateforme Maximilien et le dernier jour fixé à l'article 17.1 ci-dessous pour la remise des dossiers n'est pas pris en compte.

Article 16 : Candidature et offre

Pour être recevables la candidature et l'offre remises dans le cadre de la consultation devront contenir les pièces listées ci-après.

L'acheteur n'autorise pas le candidat à se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises pour réaliser les prestations objet du marché.

16.1 Pièces de la candidature

Concernant les pièces de la candidature, le candidat a deux options :

16.1.1 1^{ère} option

Le candidat fournit :

- Une **lettre de candidature : formulaire DC1** à jour au 01/04/2019 (joint au DCE) dûment complété ou document au contenu identique établi sur papier libre ;
- Une **déclaration sur l'honneur**, datée et signée, qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés dans les articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique et qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi de travailleurs handicapés définies dans les articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail. Si le candidat produit un formulaire **DC1**, il pourra cocher la case correspondante dans la **partie F1** ;
- Le(s) **document(s) attestant des pouvoirs des personnes habilitées à l'engager** (ex : KBIS, délégation de pouvoir). En cas de groupement, le mandataire justifiera des habilitations qu'il a reçu pour représenter les autres membres du groupement ;
- Une **déclaration du candidat : formulaire DC2** (à jour au 01/04/2019 joint au DCE) dûment complété ou document au contenu identique établi sur papier libre. Cette

déclaration devra comporter :

- Au titre des renseignements relatifs à sa **capacité économique et financière** :
 - Son **chiffre d'affaires** hors taxes des trois derniers exercices disponibles (Chiffre d'affaires global et Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché) (**partie F1 du DC2**) ;
 - Une **attestation d'assurance des risques professionnels pertinents** en cours de validité ;
- Au titre des renseignements relatifs à sa **capacité technique et professionnelle** :
 - Une **déclaration indiquant ses effectifs moyens annuels** et l'importance de son personnel d'encadrement les trois dernières années ;
 - Une **liste des principales livraisons effectuées** au cours des trois dernières années indiquant leurs montant, date et destinataire public ou privé. Cette liste pourra être appuyée par des attestations ;
 - Le cas échéant, un /des **certificat(s) de qualité** ou de capacité délivré(s) par un/des organisme(s) indépendant(s) ou document(s) équivalent(s) tel(s) que : certificat(s) de qualification(s) professionnelle(s) ou de conformité à des spécifications techniques d'une validité couvrant la durée du marché.

Les entreprises de création récente apporteront la preuve de leurs capacités économiques, financières, techniques et professionnelles par tout moyen équivalent.

En cas de candidature d'un groupement d'entreprises, chaque entreprise du groupement devra remettre à l'appui de la candidature du groupement les pièces listées ci-dessus. L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le candidat pourra s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance...). Le cas échéant, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir le(s) document(s) justificatif(s) et moyen(s) de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à leur consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

16.1.2 2^{ème} option

Le candidat fournit un DUME

Le candidat pourra présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) constituant un échange de données structurées établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 16.1.1 ci-dessus.

Le cas échéant, ce document devra être complété dans son intégralité, l'acheteur n'autorisant pas le candidat à se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises pour réaliser les prestations objet du marché.

Le DUME devra être rédigé en français.

Le candidat participant à titre individuel à la consultation en recourant aux capacités d'une ou plusieurs autres entités, devra veiller à ce que l'acheteur reçoive son DUME et un DUME distinct contenant les informations demandées, dans les sections A et B de la partie II et la partie III du DUME, pour chacune des entités auxquelles il aura fait appel, dûment remplis et signés par les entités concernées et complétés dans la mesure où cela est pertinent, pour la ou les capacités auxquelles le candidat a recours, des informations demandées dans les parties IV et V du DUME.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct contenant les informations requises dans ses parties II à V devra être remis pour chacun des membres du groupement.

Si, au moment du dépôt de l'offre, le candidat déclare un/des sous-traitant(s) aux capacités desquels il n'a pas recours, il devra fournir, en plus des informations de la section D de la partie II du DUME, les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et dans la partie III du DUME pour chaque sous-traitant concerné.

16.2 Pièces relatives à l'offre

Le soumissionnaire devra fournir à l'appui de son offre :

- **Bordereau des Prix Unitaires/Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE)** dûment complétés (notamment en ce qui concerne le taux de remise), **pour chaque lot concerné.**
Afin de faciliter l'analyse des offres, le soumissionnaire fournira son BPU/DQE sous format EXCEL ou équivalent. Le soumissionnaire doit être en mesure de proposer l'ensemble des références du lot auquel il répond, sous peine de rejet de son offre à l'exception des lignes avec des quantités estimatives à zéro qui sont « facultatives » et non considérées dans l'analyse financière. Si le candidat propose une référence facultative, cette dernière est contractualisée dans le marché et le candidat s'engage sur la disponibilité de cette dernière.
Les prix sont exprimés dans l'unité indiquée dans la colonne « unité d'établissement du prix ».
- **DC4**, en cas de sous-traitance, **pour chaque lot concerné.**
- **Le cadre de réponse technique**, fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises, complété, daté, signé et comportant le cachet du soumissionnaire.

Le soumissionnaire devra impérativement respecter l'ordre et l'intitulé des questions du CRT auxquelles il devra apporter une réponse précise (**les plaquettes de présentation type insérées dans le CRT ne seront pas analysées**).

L'acheteur évaluera la réponse donnée à une question uniquement au vu des informations données au point du CRT correspondant à cette question. De même aucun renvoi à des documents annexes ne sera pris en compte dans l'analyse du cadre de réponse technique.

Le CRT ne doit pas excéder 15 pages recto (15 pages au total, hors page de garde).

Le soumissionnaire pourra proposer, dans son Cadre de Réponse Technique : un délai de livraison plus court que le délai indiqué à l'article 16.1.1 au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Le cas échéant, ce délai aura valeur contractuelle.

– **Les fiches techniques pour chaque produit proposé au Bordereau des Prix Unitaires.**

Les fiches techniques devront inclure tous les éléments permettant de vérifier le respect des caractéristiques techniques souhaitées dans le CCTP, notamment :

- le nom du produit ;
- la liste des ingrédients et le descriptif du produit incluant les valeurs nutritionnelles ;
- le pourcentage de matières premières animales pour les produits concernés ;
- la présence éventuelle d'allergènes suivant la réglementation en vigueur ;
- la provenance / l'origine du produit ;
- le conditionnement et le calibre ;
- la durée de vie du produit ;
- les conseils de mise en œuvre pour une utilisation optimale du produit.

Les fiches techniques de chaque produit fournis doivent être rigoureusement numérotés et classés selon l'ordre porté sur le BPU. L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de fournir l'ensemble des éléments constituant leur offre tels que décrits ci-dessus sous peine d'irrégularité. L'absence des ingrédients listés à l'article 3.2.8 du CCTP sera prise en compte dans l'évaluation de la qualité des produits.

Un exemple de fiche technique est proposé en annexe 1 du CCTP.

– **Des échantillons pour les produits suivants du lot 9 :**

- Yaourts arôme framboise (si possible 1 seau d'environ 1 KG)
- Yaourts arôme abricot (si possible 1 seau d'environ 1 KG)
- Yaourt nature (si possible 1 seau d'environ 1 KG)
- Yaourt chocolat (si possible 1 seau d'environ 1 KG)

La mention « ECHANTILLON(S) – fourniture de denrées alimentaire pour le CCAS et la commune de Châtillon (92320) - lot 9 » devra être lisiblement indiquée sur les colis. Chaque échantillon devra être clairement identifié (dans la mesure du possible) par une étiquette mentionnant le nom du soumissionnaire, / le numéro du lot / et sa référence. Un bordereau à l'en-tête du titulaire reprenant les numéros du BPU, les références et la désignation des articles sera joint dans le colis, permettant l'identification des échantillons.

Les échantillons seront gratuits. En aucun cas, ils ne pourront être facturés par le soumissionnaire.

Les soumissionnaires n'ayant pas remis l'un des échantillons demandés ci-dessus se verront attribuer la note de zéro lors de l'analyse des offres sur le sous-critère correspondant. Si aucun échantillon n'est envoyé, l'offre sera considérée comme incomplète et sera rejetée.

Durant tout le marché, le titulaire devra livrer un produit conforme à l'échantillon fourni à l'appui de son offre ou équivalent ;

Article 17 : Transmission des dossiers

17.1 Délai de transmission des dossiers

Les dossiers devront être transmis à l'acheteur au plus tard le **04/07/2025 à 11h00**.

Tout dossier transmis après les date et heure fixées ci-dessus, sera écarté de la mise en concurrence.

L'acheteur se réserve le droit de reporter la date limite fixée pour la remise des dossiers sans que les candidats puissent élever de réclamation à ce sujet.

17.2 Modalités de transmission des dossiers

Les dossiers contenant les documents relatifs à la candidature et/ou à l'offre (à l'exception des échantillons) devront être transmis par voie électronique via la plateforme Maximilien.

Tout fichier constitutif du dossier devra être traité par un anti-virus préalablement à son envoi. Les frais d'accès au réseau Internet seront à la charge du candidat.

Le soumissionnaire précisera son nom et le type de document utilisé dans le nom de chaque fichier, si possible en reprenant la dénomination du DCE (Exemple : si le fichier téléchargé a été nommé "CRT_LOT1.doc" par l'acheteur le fichier en réponse pourra être nommé CRT_LOT1_X.doc).

Un numéro de dossier unique sera porté à sa connaissance (ce numéro lui permettra de consulter la ligne du registre des dépôts correspondant à l'opération qu'il aura effectuée).

Les données échangées seront cryptées et les échanges seront sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https. L'horodatage sera effectué par le site.

Si plusieurs dossiers sont transmis par un même candidat, le dernier enregistré sur la plateforme dans le délai fixé par le règlement de consultation annulera et remplacera le(s) précédent(s).

La durée du téléchargement sera fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. La bonne fin de transmission du dossier générera un accusé de dépôt de pli électronique qui devra intervenir avant la date et l'heure limites fixées pour le dépôt des dossiers.

Remise des échantillons :

Les échantillons devront être en quantité suffisante pour permettre une dégustation par une dizaine de personnes (si possible 1 seau de 1 KG environ).

Les échantillons doivent être livrés à la cuisine centrale de la Ville de Châtillon, à l'adresse suivante : **1 rue Guynemer 92320 Chatillon**. La livraison des échantillons se fera le **lundi 7 juillet 2025**, entre **6h et 14 h**. Des retards de livraison pourront être éventuellement tolérés pour des cas **exceptionnels et sur décision de l'acheteur**.

La remise des échantillons se fera contre la remise d'un récépissé signé par le représentant de l'acheteur. Un modèle est fourni en annexe 1 du RC.

Sur chaque échantillon, il sera indiqué obligatoirement par le candidat :

- Marché des denrées alimentaires
- LOT N°9
- N° ligne et libellé BPU du produit
- Référence du produit

Le nom de la société ne devra pas être indiquée sur l'échantillon. Le candidat devra masquer son nom s'il est indiqué sur le produit échantillonné.

Tout candidat livrant un échantillon mal préparé ou mal étiqueté sera pénalisé dans la notation qualité. La fourniture d'échantillons est gratuite et à la charge du candidat. Les échantillons seront préparés pour être testés. Ils ne seront pas restitués à l'issue de l'examen des offres.

L'acheteur peut décider jusqu'aux jours de livraison d'annuler entièrement ou pour partie la fourniture d'échantillons par les candidats, et de changer le lieu et les dates de livraison.

Les produits devront pouvoir être consommés jusqu'aux dates prévisionnelles de dégustation : le **mardi 8 juillet 2025**.

Ces produits feront l'objet d'un test ayant pour objectifs :

- De contrôler la conformité des produits aux spécifications du cahier des charges ;
- De procéder à un examen comparatif des offres.

L'évaluation de ces échantillons sera intégrée comme critère de jugement dans l'appréciation des offres des candidats, comme indiqué à l'article 20 du présent règlement de consultation.

17.3 Copie de sauvegarde

Parallèlement à la transmission électronique de leur dossier, les soumissionnaires pourront faire parvenir à l'acheteur une copie de sauvegarde dans le délai fixé à l'article 17.1 ci-dessus.

La copie de sauvegarde devra contenir l'ensemble des documents exigés par le présent règlement de consultation et porter le nom du soumissionnaire et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde devra être transmise :

- sur support papier ou électronique (USB, CD-ROM uniquement)
- sous pli scellé portant de manière claire et lisible les mentions :

<p style="text-align: center;">COPIE DE SAUVEGARDE Marché M25/19 « Fourniture de denrées alimentaires pour le CCAS et la commune de Châtillon (92320) » Lot n°... « »</p>
--

- par courrier recommandé avec accusé réception à l'adresse suivante 79 Rue Pierre Sépard – 92320 Châtillon ou en mains propres contre récépissé au service courrier de la Ville de Châtillon (ouvert de 9h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h00, du lundi au vendredi) situé à la même adresse.

La transmission d'une copie de sauvegarde par voie électronique n'est pas autorisée.

Toute copie remise ou dont l'avis de réception sera délivré après les date et heure fixées ci-dessus, ou remise sous enveloppe non cachetée, ou ne portant pas les mentions obligatoires, ci-dessus mentionnées, sera écartée de la mise en concurrence.

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant sera détecté dans la candidature ou l'offre transmise par voie électronique. La trace de cette malveillance sera conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique sera reçue de façon incomplète, hors délais ou n'aura pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant l'expiration du délai octroyé par le règlement de consultation pour la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant sera détecté dans la copie de sauvegarde, cette dernière sera écartée par l'acheteur et détruite. Elle sera également détruite si elle n'est pas ouverte.

17.4 Signature électronique

La signature électronique n'est pas obligatoire. Si le candidat souhaite y recourir, il devra se conformer aux dispositions ci-après.

Les documents comportant une signature scannée ne seront pas considérés signés électroniquement.

Chaque document à signer devra l'être individuellement.

En cas de fichier compressé (ex : .zip), la signature électronique du fichier ne vaudra pas signature des documents qu'il contient. Les documents contenus dans ce fichier dont la signature est requise devront donc être signés électroniquement et individuellement.

La signature du candidat devra pouvoir être authentifiée conformément aux exigences des articles 1363 à 1368 du Code civil et selon les modalités détaillées à l'adresse : www.maximilien.fr.

Le candidat devra se conformer aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique définissant les modalités d'utilisation de la signature électronique et du certificat qualifié nécessaire pour que le signataire d'un marché public puisse être considéré ayant valablement donné son consentement.

La signature devra être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié (niveau 3), tel que défini par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « règlement eIDAS ».

La signature électronique qualifiée (niveau 4) au sens du règlement « eIDAS » est également autorisée.

Les formats de signature utilisables sont XAdES, CAdES ou PAdES tel que mentionné aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Les frais relatifs à l'obtention ou l'utilisation des certificats de signature électronique seront à la charge du candidat.

Article 18 : Modalités de communication avec les soumissionnaires

Pendant toute la procédure de passation et jusqu'à la notification du marché, l'acheteur communiquera avec les candidats et soumissionnaires par des moyens de communication électroniques : messagerie ou plateforme Maximilien.

Les candidats devront donc porter une attention particulière aux adresses courriel de référence qu'ils communiqueront à l'acheteur.

Ils seront responsables du paramétrage et de la surveillance de leur messagerie (redirection automatique, utilisation d'anti-spam) et devront s'assurer que les messages envoyés par la plateforme Maximilien, notamment par l'adresse « nepasrepondre@maximilien.fr » ne seront pas traités comme des courriers indésirables.

Article 19 : Jugement des candidatures

Le jugement des candidatures sera effectué en fonction :

- de leur recevabilité au regard des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- des capacités techniques et professionnelles (effectifs, qualifications, expérience) des candidats ;
- des capacités économiques et financières (chiffre d'affaires, assurance) des candidats.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les soumissionnaires concernés de les produire ou les compléter dans un délai identique pour tous qui, en tout état de cause, ne saurait être supérieur à dix (10) jours.

L'acheteur éliminera la candidature ne disposant manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le marché.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

En application de l'article R2161-4 du Code de la commande publique, les offres pourront être examinées avant les candidatures. Le cas échéant, seule la candidature de l'attributaire pressenti sera examinée.

Article 20 : Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions définies dans les articles L.2152-7, L.2152-8, R.2152-6 et R.2152-7 du Code de la commande publique.

Le marché sera attribué au soumissionnaire proposant l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- Pour les lots 1 (Epicerie / Conserves), 3 (Biscuiterie), 5 (Surgelés), 6 (Glaces), 7 (B.O.F), 12 (Fruits et légumes de 5e gamme), 16 (Charcuterie), 17 (Snacking) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
2. Valeur technique - 30 %	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	25 %

	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	5 %
3. Développement durable – 20 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Gestion des emballages : Nature et quantité d'emballages primaires et secondaires des produits : non recyclables, recyclables, réutilisables, certifiés.	5 %
	Taux de labels EGalim proposés en supplément des exigences minimales du CCTP. Critère évalué sur la base des informations indiquées dans le BPU colonne dénommée « Label* supplémentaire proposé par le candidat »	5 %
	Traçabilité de l'approvisionnement et politique de choix de fournisseurs	5 %
	Impact environnemental des livraisons	5 %
4. Modalités logistiques – 10 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	10 %

- Pour le lot 19 (Pain et viennoiseries) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
2. Valeur technique - 25 %	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	20 %
	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	5 %
3. Développement durable – 25 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Taux de labels EGalim proposés en supplément des exigences minimales du CCTP. Critère évalué sur la base des informations indiquées dans le BPU colonne dénommée « Label* supplémentaire proposé par le candidat »	10 %
	Animations proposées sur la thématique du développement durable et du gaspillage (ou en lien avec le pain et les fruits et légumes selon le lot)	5 %
	Traçabilité de l'approvisionnement et politique de choix de fournisseurs	5 %
	Impact environnemental des livraisons	5 %
4. Modalités logistiques – 10 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	10 %

- Pour les lots 4 (Boissons) et 21 (Pâtisserie fraîche industrielle) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
2. Valeur technique - 30 %	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	25 %
	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	5 %
3. Développement durable – 20 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Taux de labels EGAlim proposés en supplément des exigences minimales du CCTP. Critère évalué sur la base des informations indiquées dans le BPU colonne dénommée « Label* supplémentaire proposé par le candidat »	10 %
	Traçabilité de l'approvisionnement et politique de choix de fournisseurs	5 %
	Impact environnemental des livraisons	5 %
4. Modalités logistiques – 10 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	10 %

- Pour le lot 10 (Fruits et légumes frais et de 4^e gamme) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
2. Valeur technique - 25 %	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	15 %
	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	10 %
3. Développement durable – 20 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Gestion des emballages : Nature et quantité d'emballages primaires et secondaires des produits : non recyclables, recyclables, réutilisables, certifiés.	5 %
	Taux de labels EGAlim proposés en supplément des exigences minimales du CCTP. Critère évalué sur la base des informations indiquées dans le BPU colonne dénommée « Label* supplémentaire proposé par le candidat »	5 %
	Nombre d'intermédiaire – performance en matière d'approvisionnement direct	5 %
	Impact environnemental des livraisons	5 %

4. Modalités logistiques – 15 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	15 %
---	--	------

- Pour les lots 13 (Viande de boucherie), 14 (Viande de porc et de saucisserie), 15 (Viande de volaille) :

Critères	Sous-critères	Pondération
5. Prix – 35 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	35 %
6. Valeur technique - 25 %	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	15 %
	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	10 %
7. Développement durable – 25 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Gestion des emballages : Nature et quantité d'emballages primaires et secondaires des produits : non recyclables, recyclables, réutilisables, certifiés.	5 %
	Taux de labels EGAlim proposés en supplément des exigences minimales du CCTP. Critère évalué sur la base des informations indiquées dans le BPU colonne dénommée « Label* supplémentaire proposé par le candidat » et bien être-animal	10 %
	Nombre d'intermédiaire – performance en matière d'approvisionnement direct	5 %
	Impact environnemental des livraisons	5 %
8. Modalités logistiques – 15 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	15 %

- Pour le lot 9 (Yaourts bio fabriqués à la ferme) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
2. Valeur technique - 30 %	Qualité organoleptique des produits proposés sur la base de dégustations	10 %
	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	10 %

	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	10 %
3. Développement durable – 20 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Gestion des emballages : Nature et quantité d'emballages primaires et secondaires des produits : non recyclables, recyclables, réutilisables, certifiés.	5 %
	Visites des fermes avec des enfants dans le cadre des activités périscolaires, extrascolaires proposées	5 %
	Nombre d'intermédiaire – performance en matière d'approvisionnement direct	10 %
4. Modalités logistiques – 10 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	10 %

- Pour le lot 11 (Fruits et légumes frais bio) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
2. Valeur technique - 35 %	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	25 %
	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	10 %
3. Développement durable – 15 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Gestion des emballages : Nature et quantité d'emballages primaires et secondaires des produits : non recyclables, recyclables, réutilisables, certifiés.	5 %
	Animations proposées sur la thématique du développement durable et du gaspillage (ou en lien avec le pain et les fruits et légumes selon le lot)	5 %
	Nombre d'intermédiaire – performance en matière d'approvisionnement direct	5 %
4. Modalités logistiques – 10 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	10 %

- Pour le lot 8 (B.O.F bio et labellisés hors yaourts) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront	25 %

2. Valeur technique - 35 %	pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	
	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	10 %
3. Développement durable – 15 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Gestion des emballages : Nature et quantité d'emballages primaires et secondaires des produits : non recyclables, recyclables, réutilisables, certifiés.	5 %
	Nombre d'intermédiaire – performance en matière d'approvisionnement direct	10 %
4. Modalités logistiques – 10 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	10 %

- Pour le lot 20 (Pain et viennoiseries Bio) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
2. Valeur technique - 30 %	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	20 %
	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	10 %
3. Développement durable – 20 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Gestion des emballages : Nature et quantité d'emballages primaires et secondaires des produits : non recyclables, recyclables, réutilisables, certifiés.	5 %
	Animations proposées sur la thématique du développement durable et du gaspillage (ou en lien avec le pain et les fruits et légumes selon le lot)	10 %
	Traçabilité de l'approvisionnement et politique de choix des fournisseurs	5 %
4. Modalités logistiques – 10 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	10 %

- Pour les lots 2 (Epicerie / Conserves Bio) et 18 (Laits infantiles bio) :

Critères	Sous-critères	Pondération
1. Prix – 40 %	Total estimatif annuel TTC au vu du BPU/DQE	40 %
2. Valeur technique - 35 %	Qualité nutritionnelle et composition des produits proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	25 %
	Calibres et conditionnements proposés sur la base des fiches techniques. Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des lignes avec les volumes estimés de commandes les plus importants sur la base du DQE).	10 %
3. Développement durable – 10 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Gestion des emballages : Nature et quantité d'emballages primaires et secondaires des produits : non recyclables, recyclables, réutilisables, certifiés.	5 %
	Traçabilité de l'approvisionnement et politique de choix des fournisseurs	5 %
4. Modalités logistiques – 15 % évalué sur la base des réponses apportées au cadre de réponse	Souplesse et réactivité : Gestion des retours, modalités de gestion des commandes urgentes, frais de livraisons pour les commandes urgentes	15 %

Méthode de notation :

Pour les lots 1 à 12 et 16 à 21 :

- pour le **critère prix** : le soumissionnaire qui proposera le prix le plus bas se verra attribuer la note maximale de 40. Les notes des autres soumissionnaires seront calculées selon la formule suivante :

(montant TTC de l'offre ayant obtenu la note de 40 / montant TTC de l'offre à noter) x 40

Pour les lots 13 à 15 :

- pour le **critère prix** : le soumissionnaire qui proposera le prix le plus bas se verra attribuer la note maximale de 35. Les notes des autres soumissionnaires seront calculées selon la formule suivante :

(montant TTC de l'offre ayant obtenu la note de 35 / montant TTC de l'offre à noter) x 35

Il sera ensuite appliqué à la note obtenue pour chaque critère le coefficient de pondération mentionné ci-dessus. Le cas échéant, les notes sont arrondies au centième.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtiendra la meilleure note cumulée.

Si le Bordereau des Prix Unitaires/Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE) dans sa partie DQE comporte des erreurs de multiplication ou d'addition, elles pourront être rectifiées par l'acheteur. Pour le jugement des offres, il sera alors tenu compte du montant total du Bordereau des Prix Unitaires/Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE) rectifié.

Nota : la note de 0 attribuée à un sous-critère de la valeur technique, du développement durable et des modalités logistiques n'entraînera pas l'irrégularité de l'offre.

Article 21 : Négociations

Sans objet

Article 22 : Délai de validité des offres

Le délai minimum de validité des offres sera de 150 jours à compter de la date limite de réception de celles-ci.

Article 23 : Pièces à produire par l'attributaire du marché

Le soumissionnaire auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra fournir à la Ville de Châtillon, dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la demande de ce dernier :

- son **acte d'engagement** (ATTR1), **signés électroniquement** le cas échéant (**voir article 17.4) pour chaque lot** ;
- Bordereau des Prix Unitaires/Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE), et autres annexes éventuelles, ainsi que son cadre de réponse technique, datés, **pour chaque lot** ;
- une **déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner** conformément à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique **ou le formulaire DC1 daté et signé** ;
- en cas de sous-traitance, **le formulaire DC4** ou document au contenu identique établi sur papier libre, signé par le sous-traitant et le soumissionnaire ;
- une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** (attestation de vigilance), prévue par l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** ;
- le **certificat attestant la souscription des déclarations et des paiements correspondants aux impôts** listés ci-après, délivré par l'administration fiscale dont relève le soumissionnaire : impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée ;
- l'**attestation sur l'honneur** relative à l'application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine ;
- le cas échéant, le **certificat attestant le versement régulier des cotisations**

légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;

- lorsqu'il est en **redressement judiciaire : la copie du ou des jugements prononcés et un/des** élément(s) justifiant qu'il est habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- son **numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique ;
- le cas échéant, la **liste nominative des travailleurs étrangers** qu'il emploie soumis à autorisation de travail exigée par les articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Cette liste devra préciser, pour chaque salarié concerné, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre de son titre valant autorisation de travail ;
- le cas échéant, les pièces prévues par les articles R. 1263-12 du Code du travail concernant les salariés détachés et D. 8222-7 du Code du travail ;
- un **relevé d'identité bancaire** ;
- le cas échéant, une traduction en français des documents, rédigés dans une autre langue, remis dans le cadre du présent article.

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir le(s) document(s) justificatif(s) et moyen(s) de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel, à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

NOTA : Par mesure de simplification le candidat peut fournir ces pièces et justificatifs dès remise de sa candidature.

Article 24 : Renseignements complémentaires

Correspondant : Madame Sandra ZOSI / Monsieur Sofiane AGOUDJIL
Adresse : Centre Administratif – 79 rue Pierre Sépard – 92320 Châtillon
Téléphone : 01.58.07.24.10 / 01.58.07.24.06
Courriel : marches-publics@chatillon92.fr

Article 25 : Visite sur site

Sans objet

Article 26 : Procédure de recours

26.1 Précisions concernant les délais d'introduction des recours

- **Référé précontractuel**, introduit avant la conclusion du contrat (voir art. L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative).

- **Référé contractuel** introduit après la conclusion du contrat, au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne d'un avis d'attribution du contrat ou, en l'absence de la publication d'avis, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (voir art. L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative).
- **Recours en contestation de validité du contrat**, exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (voir CE, 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne, n°358994).

26.2 Instance chargée des procédures de recours

- Nom officiel : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise,
- Adresse postale : 2-4 bd de l'Hautil BP 30322
- Localité / Ville : Cergy-Pontoise
- Code postal : 95027
- Pays : France
- Courrier électronique (e-mail) : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr
- Téléphone : 01 30 17 34 00
- Adresse Internet : <http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>
- Fax : 01 30 17 34 59